



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

commerce

Question écrite n° 58331

## Texte de la question

M. Pierre Forgues souhaite attirer l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, des professions libérales et de la consommation sur les menaces de fermeture des commerces locaux pluri-fonctionnels en zone frontalière et notamment dans les Hautes-Pyrénées. En effet, depuis les fortes hausses du prix du tabac qui en zone frontalière ont provoqué un développement des ventes transfrontalières de tabac, de nombreux petits commerces plurifonctionnels (tabacs, presse, épicerie, bar, dépôts de gaz) sont en difficultés financières. Dans les Hautes-Pyrénées, ce sont généralement les derniers commerces qui existent dans les petites communes de montagne. Ces petits commerces ont souvent été soutenus par les élus locaux (aide à la création des multiservices) pour lutter contre la désertification rurale. Les élus voient leurs efforts pour permettre la revitalisation de leur commune réduits à néant. En effet, ces commerces ont vu leur chiffre d'affaires réduit en six mois jusqu'à 60 % suite à la mévente du tabac localement. Cela signifie donc à court terme la disparition de nombreux commerces de proximité dans les communes rurales et de montagne, avec baisse de la taxe professionnelle pour ces communes dont les finances sont déjà soumises à rude épreuve. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aider ces commerces multiservices et lutter ainsi contre la désertification rurale.

## Texte de la réponse

Le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) est l'instrument privilégié de l'État pour la sauvegarde des services de proximité. Il est avant tout un outil d'accompagnement des évolutions des secteurs du commerce, de l'artisanat et des services. Il vise en priorité à préserver ou à développer un tissu d'entreprises de proximité, principalement de très petites entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas 0,8 million d'euros. Sa réforme intervenue en 2003 a permis de renforcer son impact en milieu rural et dans les zones urbaines fragilisées. Ainsi, dans les communes de moins de 2 000 habitants, le taux d'intervention a-t-il été porté à 30 % pour les opérations individuelles conduites par des collectivités territoriales. Les dépenses d'investissement portant sur la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité sont désormais éligibles, quel que soit le maître d'ouvrage, commune ou exploitant, et sont subventionnées à hauteur de 40 % de leur coût hors taxes. Par ailleurs, les opérations collectives de modernisation en milieu rural s'attachent à consolider les entreprises commerciales, artisanales et de services par la mise en oeuvre coordonnée d'aides indirectes collectives et d'aides directes individuelles. Dans le même esprit, les opérations d'aménagement dans les communes rurales visent à inciter les communes de moins de 2 000 habitants à réhabiliter leur centre-bourg de manière à créer un environnement favorable à l'exercice des activités commerciales, artisanales et de services. En ce qui concerne les opérations collectives mises en oeuvre dans les zones urbaines sensibles, les taux d'intervention ont été portés respectivement à 80 % en fonctionnement et à 40 % en investissement. En outre, dans le cadre des opérations financées par le FISAC de larges possibilités sont offertes aux collectivités locales pour la création de commerces de proximité. Ainsi, les communes de moins de 2 000 habitants peuvent, avec l'aide de l'État, procéder à l'achat ou à la construction de locaux en vue d'y installer des activités commerciales, artisanales ou de services. De même, le FISAC peut aider les

communes de plus de 2 000 habitants à faire l'acquisition de locaux d'activité lorsque cet achat se justifie par l'absence de valeur de ces fonds, faute de repreneur. Il peut également financer les investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité, lorsque l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) n'intervient pas. En outre, qu'il s'agisse d'une opération rurale ou d'une opération urbaine, le FISAC peut subventionner l'aménagement ou la construction de halles ou marchés couverts ainsi que l'équipement des marchés de plein air. Au total, ces mesures contribuent à renforcer le commerce de proximité dans les zones rurales et dans les zones urbaines en aidant efficacement les collectivités locales et les exploitants dans leurs investissements. Enfin, les 29 millions d'euros représentant l'augmentation des crédits du FISAC, inscrits en loi de finances rectificative pour 2004, seront prioritairement affectés à la campagne de communication sur le commerce de proximité. D'ores et déjà, 5 millions d'euros ont été provisionnés pour le financement de cette campagne qui a vocation à être poursuivie au même niveau en 2005 ; les opérations spécifiques d'appui aux actions de développement du commerce conduites par les chambres de commerce et d'industrie (au moins 5 millions d'euros) ; un abondement, à hauteur de 2,2 millions d'euros, des fonds propres de l'EPARECA ; des opérations particulièrement innovantes en faveur des commerces de proximité ; une partie du surplus des opérations en instance à la fin de l'année 2004. Par voie de conséquence, la dotation FISAC pour 2005 (71 millions d'euros), qui sera également utilisée pour financer les pôles d'innovation, les opérations de développement économique conduites par les chambres de métiers et par les organisations professionnelles (environ 25 millions d'euros), et les autres opérations nationales (notamment, l'opération de soutien aux commerces de biens culturels), devra être gérée avec une grande rigueur pour que la totalité des dossiers territoriaux en instance et éventuellement les nouveaux dossiers déposés en 2005 puissent trouver un financement au cours de la même année.

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Forgues](#)

**Circonscription :** Hautes-Pyrénées (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 58331

**Rubrique :** Commerce et artisanat

**Ministère interrogé :** PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation

**Ministère attributaire :** PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 22 février 2005, page 1852

**Réponse publiée le :** 22 mars 2005, page 3062